

97 B 287

FID SUD AUDIT
Société à Responsabilité Limitée au capital de 20 000 euros
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de TOULOUSE
Siège Social : 5 Rue Saint-Pantaléon
31000 TOULOUSE
410.838.460. R.C.S. TOULOUSE

A9768

(T)

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 28 JUIN 2002

L'an deux mille deux,

Le 28 juin,

A 19 heures 30,

Les associés de FID SUD AUDIT, société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros, divisé en 20 000 parts de 1 euro chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 5, rue Saint-Pantaléon 31000 TOULOUSE, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Philippe RIU possédant	4 998 parts
Monsieur Jacques BOULZE possédant	4 998 parts
Monsieur Claude CAZAUX possédant	4 998 parts
Monsieur Daniel PERRUCHET possédant	4 998 parts
Monsieur Alain BOTHY possédant	1 part
Monsieur Paul Louis POUGET possédant	1 part
Monsieur René PIRONNET possédant	1 part
Mademoiselle Marie Laurence COLOMBINI possédant	1 part
Monsieur Marc MARROULE possédant	1 part
Monsieur Didier ESTADIEU possédant	1 part
Monsieur Arnaud GASET possédant	1 part
Mademoiselle Valérie RIGAUD possédant	1 part

Les associés présents ou représentés possédant ainsi la majorité en nombre des associés et les trois quarts des parts sociales, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jacques BOULZE co-gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Autorisation de cessions de parts,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du désir de Monsieur Jacques BOULZE, de céder à Monsieur Arnaud GASET demeurant 15 rue Chateaubriand 31000 TOULOUSE, 1999 parts sociales lui appartenant dans la société et à Madame Marie-Laurence COLOMBINI demeurant 17 rue Begue David 31400 TOULOUSE, 1999 parts sociales lui appartenant dans la société, déclare autoriser ces cessions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous réserve de la réalisation des cessions autorisées, que l'article 7- 1 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où ces cessions seront rendues opposables à la Société.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

1.- Le capital social est fixé à **VINGT MILLE EUROS** (20.000), divisé en 20.000 parts sociales de UN (1) Euro chacune, entièrement libérées et attribuées comme suit :

- à Monsieur Claude CAZAUX , commissaire aux comptes, à concurrence de Quatre mille neuf cent quatre vingt dix-huit parts sociales, ci	4 998 Parts
- à Monsieur Jacques BOULZE , commissaire aux comptes, à concurrence de Mille parts sociales, ci	1 000 Parts
- à Monsieur Daniel PERRUCHET , commissaire aux comptes, à concurrence de Quatre mille neuf cent quatre vingt dix-huit parts sociales, ci	4 998 Parts
- à Monsieur Philippe RIU , commissaire aux comptes, à concurrence de Quatre mille neuf cent quatre vingt dix-huit parts sociales, ci	4 998 Parts
- à Monsieur Alain BOTHY , commissaire aux comptes, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur Paul POUGET , commissaire aux comptes, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur René PIRONNET , commissaire aux comptes, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Madame Marie-Laurence COLOMBINI , commissaire aux comptes, à concurrence de deux mille parts sociales, ci	2 000 Parts
- à Monsieur Marc MARROULE , expert-comptable, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur Didier ESTADIEU , expert-comptable, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur Arnaud GASET , commissaire aux comptes, à concurrence de deux mille parts sociales, ci	2 000 Parts
- à Mademoiselle Valérie RIGAUD , expert-comptable, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
 	<hr/>
Total égal au nombre de parts composant le capital social : VINGT MILLE PARTS SOCIALES , ci	20 000 Parts =====

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la gérance pour constater par un procès-verbal dressé après la signification à la société ou le dépôt de l'acte de cessions au siège social, le caractère définitif au jour de cette signification ou de ce dépôt, de la modification ci-dessus apportée aux statuts. Elle donne également tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le président de séance.

Jacques BOULZE

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Gérant.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop at the end and a vertical stroke on the left side.

FID SUD AUDIT
Société à Responsabilité Limitée au capital de 20 000 euros
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de TOULOUSE
Siège Social : 5 Rue Saint-Pantaléon
31000 TOULOUSE
410.838.460. R.C.S. TOULOUSE

PROCES-VERBAL DE LA DECISION
DE LA GERANCE
DU 03 SEPTEMBRE 2002

L'an deux mille deux,

Le 03 septembre, au siège social,

Le soussigné Jacques BOULZE, co-gérant de la société FID SUD AUDIT Société à Responsabilité Limitée au capital de 20 000 Euros divisé en 20 000 parts sociales de 1 Euro chacune, rappelle que:

- aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 juin 2002, la collectivité des associés a autorisé la cession par Monsieur Jacques BOULZE à Monsieur Arnaud GASET de mille neuf cent quatre vingt dix neuf parts sociales lui appartenant dans la Société et à Madame Marie-Laurence COLOMBINI de mille neuf cent quatre vingt dix neuf parts sociales lui appartenant dans la Société.

- ladite collectivité a décidé, comme conséquence de cette autorisation et sous réserve de la réalisation de ces cessions que l'article 7- 1 des statuts serait de plein droit modifié à compter du jour de la signification dudit acte de cessions à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cessions au siège de la Société.

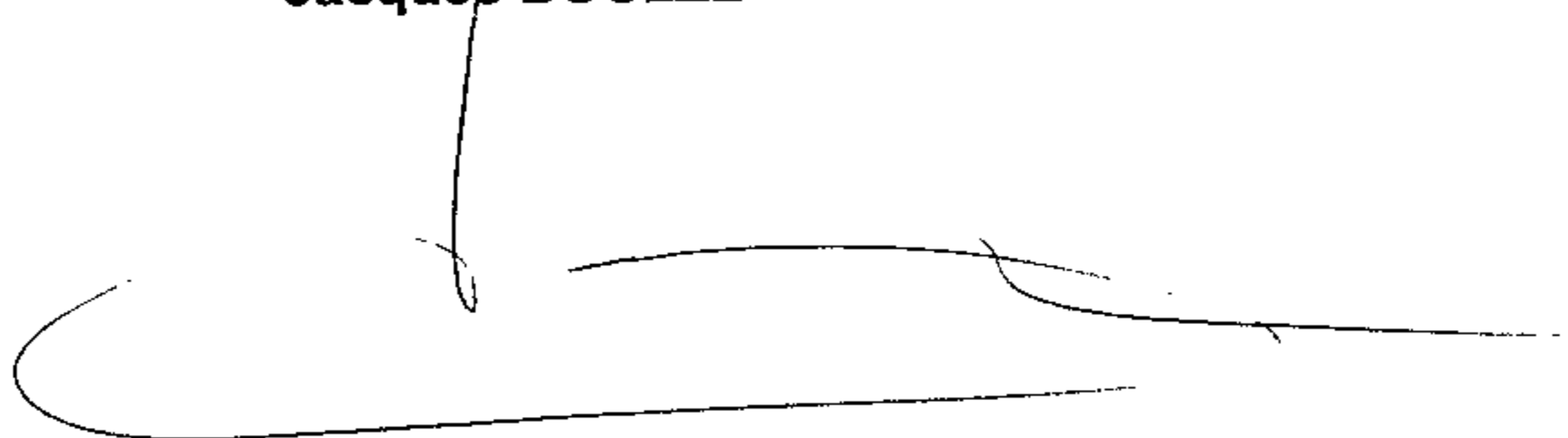
- suivant acte sous seings privés en date à TOULOUSE du 1^{er} août 2002, Monsieur Jacques BOULZE, a cédé à Monsieur Arnaud GASET et à Madame Marie Laurence COLOMBINI, 4998 parts sociales de 1 Euro chacune lui appartenant dans la Société,

- L'acte de cession a été déposé au siège social de la société le 1^{er} août 2002.

Ces déclarations faites, il constate que la modification statutaire susvisée est devenue définitive à la date prévue, soit le 1^{er} août 2002.


De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès-verbal qu'il a signé après lecture.

Jacques BOULZE

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a large loop at the end, and a vertical line extending upwards from the center of the horizontal stroke.

CESSIONS DE PARTS SOCIALES

DUPLICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
de TOULOUSE NORD-OUEST le 22 AOUT 2002...
F° 69... Bord. 259... N° 11...
REÇU [- DT DE TIMBRE... 84...
- DT D'ENREGT: 6008,52
Signature: 

Les soussignés :

1° / Monsieur **BOULZE Jacques**,
Expert-Comptable et Commissaire aux Comptes,
demeurant 5, rue Saint-Pantaléon 31000 TOULOUSE.

ci-après dénommé "le cédant",

d'une part,

2° / Monsieur **GASET Arnaud**,
Expert-Comptable et Commissaire aux Comptes,
demeurant 15, rue Chateaubriand 31000 TOULOUSE.

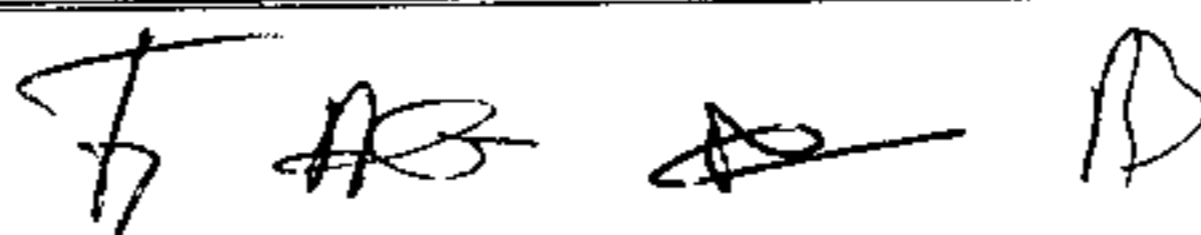
3° / Madame **COLOMBINI Marie-Laurence**,
Expert-Comptable et Commissaire aux Comptes,
demeurant 17, rue Begue David 31400 TOULOUSE.

ci-après dénommés "les cessionnaires",
ensemble d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à TOULOUSE du 20 janvier 1997, enregistré à la Recette des Impôts de Toulouse Nord-Ouest le 21 janvier 1997, folio 23, bordereau 23, numéro 1, il existe une société à responsabilité limitée dénommée **FID SUD AUDIT**, au capital de 20 000 Euros, société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Toulouse, divisé en 20.000 parts de 1 Euro chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 5, rue Saint-Pantaléon 31000 TOULOUSE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 410.838.460. RCS TOULOUSE. La société **FID SUD AUDIT** a pour objet principal l'exercice de la profession de commissaire aux comptes.

Le cédant possède **quatre mille neuf cent quatre vingt dix huit (4998)** parts sociales de 1 Euro chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire fait lors de la constitution de la société.



Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSIONS-PRIX

1° / Monsieur **BOULZE Jacques** cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Monsieur **GASET Arnaud** qui accepte, mille neuf cent quatre vingt dix neuf (1 999) parts sociales de 1 Euro, sur les 4998 parts lui appartenant dans la Société.

Monsieur **GASET Arnaud** devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de soixante deux mille cinq cent quatre vingt huit Euros et soixante neuf cents (62 588,69 Euros) que Monsieur **GASET Arnaud** a payé à Monsieur **BOULZE Jacques** par chèque, qui le reconnaît et lui en donne quittance sous réserve d'encaissement.

2° / Monsieur **BOULZE Jacques** cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Madame **COLOMBINI Marie-Laurence** qui accepte, mille neuf cent quatre vingt dix neuf (1 999) parts sociales de 1 Euro, sur les 4998 parts lui appartenant dans la Société.

Madame **COLOMBINI Marie-Laurence** devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de soixante deux mille cinq cent quatre vingt huit Euros et soixante neuf cents (62 588,69 Euros) que Madame **COLOMBINI Marie Laurence** a payé à Monsieur **BOULZE Jacques** par chèque, qui le reconnaît et lui en donne quittance sous réserve d'encaissement.

DECLARATIONS DU CEDANT ET DES CESSIONNAIRES

Monsieur **Jacques BOULZE** cédant déclare :

- qu'il est né le 8 Mai 1944 à RABASTENS (Tarn),
- qu'il est marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts avec Madame **Régine FABRE**,

Madame Régine FABRE intervient à l'acte et déclare avoir pris connaissance de ladite cession et y donner son consentement.

- qu'il est de nationalité française.
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession.

Monsieur **Arnaud GASET** cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 13 Août 1970 à TOULOUSE (Haute-Garonne),
- qu'il est marié sous le régime de la séparation de biens avec Madame **Dominique BAZERQUE**, en vertu d'un contrat de mariage reçu par Maître BAUDOIN, notaire, le 24 Juin 1995, préalable à leur union du 22 Juillet 1995,
- que les parts sont acquises au moyen de biens propres,
- qu'il est de nationalité française.

Madame **Marie-Laurence COLOMBINI** cessionnaire déclare :

- qu'elle est née le 17 Août 1962 à AGEN (Lot-et-Garonne),
- qu'elle est divorcée de Monsieur **SERVANT**,
- qu'elle est de nationalité française.

Le cédant et les cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

AGREMENT DES CESSIONS

Conformément à l'article 11 des statuts, cette cession est soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 28 juin 2002, la collectivité des associés a autorisé les présentes cessions. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société **FID SUD AUDIT** est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par les Cessionnaires, qui s'y obligent, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

Fait à **TOULOUSE**

Le 1^{er} Août 2002

En 07 originaux

Jacques BOULZE

lu et approuvé

Marie-Laurence COLOMBINI

lu et approuvé

Régine FABRE

lu et approuvé

Arnaud GASET

lu et approuvé

" FID SUD AUDIT "

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 20.000 EUROS**

**Société de Commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de TOULOUSE**

**SIEGE SOCIAL : 5, rue Saint-Pantaléon
31000 TOULOUSE**

410.838.460. RCS TOULOUSE

S T A T U T S

A JOUR AU 1^{er} AOUT 2002

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une **société à responsabilité limitée** régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant la profession de commissaire aux comptes, et par les présents statuts établis par acte sous-seings privés en date à TOULOUSE du 20 Janvier 1997, enregistré à la Recette des Impôts de Toulouse Nord-Ouest le 21 Janvier 1997, folio 23, bordereau 23, numéro 1.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La Société est dénommée :

" FID SUD AUDIT "

La dénomination sociale est toujours accompagnée de la mention "société de commissariat aux comptes" et de l'indication de l'inscription à la compagnie régionale des commissaires aux comptes.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, **l'exercice de la profession de commissaire aux comptes** telle qu'elle est définie par la loi modifiée du 24 Juillet 1966 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé :

**5, Rue Saint-Pantaléon
31000 TOULOUSE**

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de **QUATRE VINGT DIX-NEUF (99) années** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la BANQUE DE L'ECONOMIE - CREDIT MUTUEL, 5, Avenue M. Dassault - BP 5808 -31505 TOULOUSE Cédex, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite Banque le 16 Janvier 1997 :

- Monsieur Claude CAZAUX , une somme de Douze mille cinq cents francs, ci	12.500 F
- Monsieur Jacques BOULZE , une somme de Douze mille cinq cents francs, ci	12.500 F
- Monsieur Daniel PERRUCHET , une somme de Douze mille cinq cents francs, ci	12.500 F
- Monsieur Alain GOULEAU-MARION , une somme de Douze mille cinq cents francs, ci	12.500 F
Soit au total la somme de	<hr/> 50.000 F

*Madame Agnès BENET épouse Claude CAZAUX
et Madame Régine FABRE épouse Jacques BOULZE,
apporteurs de deniers provenant de la communauté,
interviennent au présent acte et reconnaissent avoir été averties,
en application de l'article 1832-2 du Code Civil, de l'apport envisagé
et avoir reçu une information complète sur cet apport.*

*Elles déclarent ne pas vouloir être personnellement associées
lors de la constitution de la Société mais se réserver la faculté
de revendiquer ultérieurement la qualité d'associé
dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts.*

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 Mars 2001, ce capital a été augmenté d'une somme de prélevée sur le compte de la Réserve Générale	81.191,40 F
TOTAL égal au montant du capital social	<hr/> 131.191,40 F
soit VINGT MILLE Euros, ci	20.000,00 Euros =====

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

1.- Le capital social est fixé à la somme de **VINGT MILLE EUROS (20.000)**, divisé en **20.000 parts sociales de UN (1) Euro** chacune, entièrement libérées et attribuées comme suit :

- à Monsieur Claude CAZAUX , commissaire aux comptes, à concurrence de Quatre mille neuf cent quatre vingt dix-huit parts sociales, ci	4.998 Parts
- à Monsieur Jacques BOULZE , commissaire aux comptes, à concurrence de mille parts sociales, ci	1.000 Parts
- à Monsieur Daniel PERRUCHET , commissaire aux comptes, à concurrence de Quatre mille neuf cent quatre vingt dix-huit parts sociales, ci	4.998 Parts
- à Monsieur Philippe RIU , commissaire aux comptes, à concurrence de Quatre mille neuf cent quatre vingt dix-huit parts sociales, ci	4.998 Parts
- à Monsieur Alain BOTHY , commissaire aux comptes, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur Paul POUGET , commissaire aux comptes, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur René PIRONNET , commissaire aux comptes, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Madame Marie-Laurence COLOMBINI , commissaire aux comptes, à concurrence de Deux mille parts sociales, ci	2.000 Parts
- à Monsieur Marc MARROULE , expert-comptable, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur Didier ESTADIEU , expert-comptable, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
- à Monsieur Arnaud GASET , expert-comptable, à concurrence de Deux mille parts sociales, ci	2.000 Parts
- à Mademoiselle Valérie RIGAUD , expert-comptable, à concurrence de Une part sociale, ci	1 Part
 Total égal au nombre de parts composant le capital social : VINGT MILLE PARTS SOCIALES, ci	 <hr/> 20.000 Parts =====

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

2.- La liste des associés sera communiquée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3.- Les trois-quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois-quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés.

4.- Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont commissaires aux comptes.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

1. Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2.- Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession, de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. Liquidation d'une communauté de biens entre époux.

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être achetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectuée par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis ou non parmi les associés commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Chaque gérant peut être rémunéré, sa rémunération est alors fixée par décision collective ordinaire des associés; il a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le **1er JANVIER** et finit le **31 DECEMBRE** de chaque année.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'Assemblée Générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition. Sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux comptes.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Gérant.

